

# LE RWANDA ET SES VOISINS

*par Bernard Leloup*

## **Abstract**

Cet article passe en revue l'évolution récente des relations entre le Rwanda et deux de ses voisins avec lesquels les liens sont particulièrement complexes: la République démocratique du Congo et l'Ouganda. Une première partie est consacrée aux rapports rwando-ougandais à travers Paul Kagame et Yoweri Museveni depuis leur rencontre et leur amitié jusqu'aux premiers signes d'un conflit souvent éludé par la recherche. Suit un examen approfondi de la guerre froide entre le Rwanda et l'Ouganda, du début de l'année 2001 jusqu'à mai 2005. Davantage connue et documentée est l'implication rwandaise au Congo, dont les tenants et aboutissants sont ensuite analysés, avant que soit abordée la question de l'ordre politique régional. La situation préoccupante qui prévaut dans le Kivu fait l'objet d'une dernière partie.

L'analyse montre que les régimes rwandais et ougandais sont bel et bien en pleine guerre froide. L'étude de ces relations entre voisins a également mis en lumière que la naissance du conflit rwando-ougandais est bien antérieure à la première bataille de Kisangani d'août 1999. Les éléments fondateurs de la brouille sont présents dès les premières années de vie du FPR en Ouganda: le mouvement rebelle, dont est issu le nouveau régime institué en juillet 1994 à Kigali, a été traité de façon condescendante par Museveni et rabaissé à une position subalterne. C'est fondamentalement ce statut d'infériorité, infligé dès ce moment-là par le président ougandais, qui est au cœur de la tension grandissante entre les deux régimes. La leçon à tirer de cette origine plus lointaine qu'il n'y paraît est double. D'une part, l'antagonisme est psychologique avant d'être politique ou économique. D'autre part, les guerres successives au Congo, si elles ont incontestablement contribué à exacerber la rivalité, ne l'ont de toute évidence pas créée mais en sont plutôt des conséquences. Cette dernière observation n'est pas que de pure forme : le différend rwando-ougandais ne sera pas résolu par le seul règlement de la situation politique congolaise, pas plus que la crise au Congo ne sera résolue sans qu'il soit mis fin à ce contentieux.

La place accordée aux rapports entre le Rwanda et l'Ouganda dans cette contribution n'est pas excessive dès lors qu'on considère que leur querelle a imprimé de sa marque le cours des événements en République démocratique du Congo. Ce géant aux pieds d'argile offre à Kagame le terrain idéal pour faire montre de sa puissance et ainsi tenter de corriger le déséquilibre de rang auquel il est en proie. Fort de sa victoire militaire acquise de haute lutte en 1994, le Rwanda devient une puissance régionale émergente et cherche à faire valider ce principe. La quête de prestige le mène à la guerre, lui dont la force, acquise récemment, n'est pas encore reconnue dans l'ordre politique régional. Mais le déficit de prestige est autant interne qu'externe, à tel point qu'on peut aussi parler de guerre de diversion. Depuis que la tension se polarise fortement autour de Kayumba Nyamwasa et des dissensions croissantes au sein du «clan ougandais» à Kigali, insister sur une menace au Congo et fomenter des troubles au Kivu peut susciter l'union de la nation autour de son chef.

## **A. INTRODUCTION**

Cette contribution passe en revue l'évolution récente des relations entre le Rwanda et deux de ses voisins avec lesquels les liens sont particulièrement complexes : la République démocratique du Congo et l'Ouganda. Une première partie est consacrée aux rapports rwando-ougandais à travers Paul Kagame et Yoweri Museveni depuis leur rencontre et leur amitié jusqu'aux

premiers signes d'un conflit souvent éludé par la recherche. Suit un examen approfondi de la guerre froide entre le Rwanda et l'Ouganda, du début de l'année 2001 jusqu'à mai 2005. Davantage connue et documentée est l'implication rwandaise au Congo, dont les tenants et aboutissants sont ensuite analysés, avant que soit abordée la question de l'ordre politique régional. La situation préoccupante qui prévaut dans le Kivu fait l'objet d'une dernière partie.

L'article s'interroge sur les raisons de l'activisme militaire du Rwanda, en allant au-delà de la traditionnelle – mais pertinente – explication de l'appât du gain. N'y a-t-il pas aussi des raisons plus psychologiques qui poussent cette puissance régionale émergente à tant faire montre de sa force ? A quel point sa politique extérieure belliciste est-elle élaborée dans le but de se faire reconnaître par ses pairs et d'ainsi tenter gommer le handicap de sa congénitale petitesse ? Dans quelle mesure la situation politique interne à Kigali influe-t-elle le cours des événements ?<sup>1</sup>

## **B. LE RWANDA EN PROIE À UN DÉSÉQUILIBRE DE RANG**

Jusqu'en 1999, le Rwanda de Kagame et l'Ouganda de Museveni apparaissent pour bon nombre d'observateurs comme d'indéfectibles alliés, à l'image de l'amitié qui semble unir leurs dirigeants. Comment pourrait-il en être autrement ? Les deux leaders se connaissent et s'apprécient depuis longtemps. Ils se rencontrent à la fin des années 1970. Kagame rejoint le FRONASA<sup>2</sup> au moment où ses troupes pénètrent en territoire ougandais avec l'armée tanzanienne. Quelques mois plus tard, il fait partie des 26 *originals* qui, aux côtés de Museveni, attaquent le 6 février 1981 la *Kabamba Military School*, marquant ainsi le début de la guérilla qui les amène finalement à prendre le pouvoir le 26 janvier 1986.<sup>3</sup> Au fil de ces années, la persécution sous le régime de Milton Obote provoque l'enrôlement dans la *National Resistance Army* (NRA) de milliers de jeunes Rwandais<sup>4</sup>, suivant en cela l'exemple de Kagame et de celui qui deviendra le commandant du Front

<sup>1</sup> Cette recherche est le fruit d'entretiens menés ces cinq dernières années à Kinshasa, à Nairobi, au Kivu, au Rwanda, en Ouganda et en Europe. Elle s'appuie également sur la consultation de nombre de documents confidentiels. Enfin, pour ne pas prendre le risque de mettre en danger leur auteur, nous avons choisi de ne pas identifier la plupart des sources.

<sup>2</sup> *Front for National Salvation*, la milice combattante créée en 1973 par Museveni durant son exil en Tanzanie.

<sup>3</sup> Sur cette période en Ouganda, voir PRUNIER, G., "La recherche de la normalisation (1979-1994)" in PRUNIER, G. et CALAS, B. (dir.), *L'Ouganda contemporain*, Paris, Karthala, 1994, p.131-158, et BERNT HANSEN, H. et TWADDLE, M. (dir.), *Uganda Now*, Londres, James Currey, 1988.

<sup>4</sup> Des Tutsis qui avaient fui le Rwanda à partir de 1959 en réaction aux discriminations et pogroms dont ils faisaient l'objet.

patriotique rwandais (FPR)<sup>5</sup>, Fred Rwigema. En janvier 1986, lorsque le mouvement de Museveni s'empare de Kampala et que ce dernier devient président, 20 à 25 % de ses effectifs sont des *banyarwanda*.<sup>6</sup> C'est ainsi qu'au lendemain de la victoire, des fonctions importantes de l'Etat sont confiées à des Rwandais : Kagame, promu major, et Rwigema, général-major, deviennent respectivement directeur-adjoint des services de renseignements militaires et vice-ministre de la Défense ; le major Peter Bayingana, futur numéro deux du FPR, est responsable du service médical de l'armée ougandaise, tandis que le major Chris Bunyenyezi est commandant de brigade. En nommant ainsi des Rwandais à des postes clefs, Museveni s'attire les critiques de ceux au sein de la NRA qui estiment que placer la sécurité du pays aux mains d'étrangers est une erreur, ou qui craignent simplement leur concurrence en vue de l'obtention d'un emploi et des avantages y afférents. La pression finit par avoir raison de Museveni qui démet Rwigema de ses fonctions et envoie Kagame suivre en 1990 une formation militaire – en tant qu'officier ougandais – à Fort Leavenworth, dans le Kansas, aux Etats-Unis.

Ce séjour est écourté du fait de l'attaque du Rwanda par le FPR, le 1<sup>er</sup> octobre 1990, et surtout de la mort de Rwigema, quelques jours seulement après le déclenchement des hostilités. C'est alors Museveni qui signe le retour de son ami et qui l'impose à la tête du Front ébranlé<sup>7</sup>. C'est lui, déjà, qui héberge le FPR, après l'avoir vu naître sur son territoire. C'est lui qui offre l'asile à ses membres, qui nomme ses cadres au sein de l'appareil d'Etat ougandais et qui, le cas échéant, leur délivre des passeports diplomatiques ; un geste de sa part aurait pu à l'époque sceller le sort du mouvement rebelle. C'est encore Museveni qui leur fournit le soutien nécessaire pendant toute la durée de la guerre civile, jusqu'à la victoire en juillet 1994. L'appui accordé par le président ougandais est sans faille et décisif. Il est le père spirituel du FPR et de son chef militaire. A Bruxelles, en octobre 1990, Museveni se réfère à eux comme de ses «*boys*»<sup>8</sup>. S'il concède la présence de Rwandais à ses côtés lors de la guerre civile précédant son intronisation en 1986, il n'omet pas de souligner que «*ce n'est pas grâce à eux [qu'il a] remporté la victoire*».<sup>9</sup>

<sup>5</sup> La branche armée du mouvement tutsi est l'Armée patriotique rwandaise (APR), ou en anglais *Rwandan Patriotic Army* (RPA), rebaptisée en avril 2002 *Rwanda Defence Forces*.

<sup>6</sup> PRUNIER, G., "L'Ouganda et le Front patriotique rwandais" in GUICHAOUA, A. (dir.), *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs*, Université de Lille, Faculté des Sciences économiques et sociales, 1992, p.45.

<sup>7</sup> Fin octobre, quelques jours après le retour de Kagame mais avant sa désignation à la tête des forces armées, le mouvement perd encore deux de ses principaux commandants: les majors Peter Bayingana – successeur éphémère de Rwigema – et Chris Bunyenyezi.

<sup>8</sup> MUSEVENI, Y., Conférence de presse, Bruxelles, 10 octobre 1990.

<sup>9</sup> *Le Soir*, Bruxelles, 8 octobre 1990.

C'est seulement lorsque Kagame est à son tour installé au pouvoir à Kigali que celui-ci donne progressivement de la voix. En mai 1995, à la suite d'une visite officielle en Ouganda, le nouveau maître du Rwanda rappelle aux Ougandais l'importante contribution du FPR à leur bien-être actuel ; et comme pour s'affranchir de toute tutelle, il va même jusqu'à insinuer que son gouvernement pourrait envisager de rembourser l'Ouganda pour les armes et munitions prises par le FPR au moment de déclencher son offensive de 1990.<sup>10</sup>

D'autres manifestations d'une volonté rwandaise de s'émanciper de l'Ouganda ne tardent pas à voir le jour avec la première guerre du Congo (septembre 1996 - mai 1997). Dans *The Washington Post* du 9 juillet 1997 – Laurent-Désiré Kabila a alors remplacé Mobutu dans le fauteuil présidentiel – le célèbre article de John Pomfret révèle au grand jour que le gouvernement rwandais a planifié et dirigé la rébellion dans l'ancien Zaïre, que l'armée rwandaise a participé à la prise d'au moins quatre villes, dont Kinshasa, que, bien avant le début de ladite rébellion, le Rwanda fournissait armes et entraînement et que le projet de renverser Mobutu a pris lui aussi naissance dans ce pays. Quant aux rebelles congolais, Kagame estime qu'ils n'étaient pas prêts à assumer seuls un tel défi. Mais si les rebelles sont ainsi réduits au statut d'auxiliaires dans un processus initié et mené par le Rwanda, l'Ouganda, lui, n'est même pas mentionné par Kagame.<sup>11</sup> Comme la plupart des analystes l'ont relevé, ces propos ont pour but de se rappeler à l'existence de Laurent-Désiré Kabila. Mais ils sont aussi destinés à l'Ouganda. En s'arrogeant ainsi le rôle du meneur, en donnant l'impression que c'est surtout le Rwanda qui s'est investi, Kagame veut signifier à Museveni qu'il a grandi et qu'il est lui aussi désormais capable de «faire roi»<sup>12</sup>. D'après Filip Reyntjens, le Rwanda semble souhaiter assumer un leadership régional.<sup>13</sup> De passage à Bruxelles le 15 juin 1997, Denis Polisi, alors secrétaire général du FPR, affirme que le Rwanda est devenu la «*pièce maîtresse*» dans la région des grands lacs et que «*plus rien ne pourra se faire désormais (dans cette région) sans passer par le Rwanda*». Et d'ajouter que «*le Rwanda vient de résoudre le problème du Zaïre et s'apprête à en résoudre d'autres dans la région*»<sup>14</sup>.

Dès son arrivée au pouvoir, Kagame érige en priorité absolue le renforcement de son armée. S'appuyant sur un militarisme forcené, le Rwanda finit par déborder la puissance ougandaise dès 1998. Cette supériorité

<sup>10</sup> *The New Vision*, Kampala, 25 mai 1995.

<sup>11</sup> Pas plus que l'Angola dont l'entrée en guerre constitue pourtant un tournant.

<sup>12</sup> Suivant l'expression de Marie-France Cros dans *La Libre Belgique*, Bruxelles, 16 juillet 1997.

<sup>13</sup> REYNTJENS, F., *La guerre des Grands lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.170.

<sup>14</sup> Cité par REYNTJENS, F., *La guerre des Grands lacs...*, op. cit., p.170.

se vérifie dans les faits lors des revers successifs et l'humiliation subis par l'armée ougandaise à Kisangani, en 1999 et 2000. Qui plus est, sur le plan intérieur, jamais les *Uganda People's Defence Forces* (UPDF) ne sont venues à bout de l'insurrection dans le nord du pays, alors que Kagame – sur un territoire il est vrai plus réduit mais face à des attaques non moins intenses – éradique complètement toute menace rebelle au Rwanda dès la seconde moitié de l'année 1998<sup>15</sup>. Si, sur le terrain des opérations, la cause est entendue, l'évolution des mentalités est plus lente. La disparité ainsi générée entre la puissance matérielle du Rwanda et son statut sur la scène régionale est la source du mal dont se met à souffrir le régime Kagame, victime d'un déséquilibre de rang. Cette situation dans laquelle la force réelle d'un acteur ne correspond pas à son statut dans l'ordre international apparaît généralement dans le chef de puissances émergentes qui cherchent alors à faire admettre à leurs pairs le changement intervenu en leur faveur.

Partant de zéro après la guerre civile, le génocide des Tutsis et les autres crimes contre l'humanité, le Rwanda est prompt à revendiquer cette puissance *a priori* insoupçonnable de la part d'un des pays les plus pauvres du monde. Certes, Kagame mène de main de maître une campagne militaire qui, en juillet 1994, le porte après quatre ans de lutte au faite du pouvoir à Kigali ; mais nombreux sont ceux qui pensent que sans ses alliés ougandais, il n'y serait jamais parvenu. Et puis qui imagine à ce moment qu'un si petit pays aspire à tant de reconnaissance de sa puissance ? Ce n'est en tout cas pas à Kampala que l'on est prêt à considérer le Rwanda comme l'égal de l'Ouganda. Kagame force dès lors l'expression de sa puissance et s'évertue à se singulariser de Museveni.

Les choses s'enveniment rapidement avec la deuxième guerre du Congo. Vraisemblablement décidée la dernière semaine du mois de juillet 1998, sous l'impulsion du colonel James Kabarebe<sup>16</sup>, l'offensive est déclenchée le 2 août sur plusieurs fronts. A l'ouest, dans le Bas-Congo, Kinshasa est visée par une audacieuse opération aéroportée sur Kitona dont des troupes rwandaises sont le fer de lance, tandis que Museveni n'autorise la participation que d'une trentaine de ses soldats. A l'est, la fulgurante progression de l'APR est facilitée par la rébellion programmée d'une partie des forces armées congolaises.

Alors que l'entrée de l'APR au Congo est immédiate, les UPDF ne se déploient qu'un mois plus tard. L'Ouganda hésite à s'investir pleinement dans une guerre dont il sent bien qu'elle ne lui appartient pas, mais où il a malgré

<sup>15</sup> Au prix de dizaines de milliers de victimes et de centaines de milliers de déplacés, depuis septembre 1997, lors de la guerre dite des *abacengezi* (les sauveurs en kinyarwanda), dans le nord-ouest du Rwanda.

<sup>16</sup> Officier de l'armée rwandaise, il est chef d'état-major de l'armée congolaise de décembre 1997 jusqu'à sa révocation par Kabila le 11 juillet 1998. Fidèle parmi les fidèles du président rwandais, il est aujourd'hui chef d'état-major de l'armée.

tout des intérêts, lesquels s'opposent rapidement à ceux du Rwanda. Un an après le début de ce second conflit, les armées rwandaise et ougandaise se retournent l'une contre l'autre. C'est la bataille de Kisangani. Ces événements sont précédés de nombreux accrochages et provocations, souvent violents, et ne constituent en rien un incident de parcours isolé.<sup>17</sup>

Les préparations et le déclenchement par le Rwanda de la seconde guerre du Congo montrent combien le régime Kagame, qui prend seul l'initiative et la direction des opérations, n'entend plus s'encombrer de l'avis de Museveni. Frustré du comportement dédaigneux de ses anciens protégés, le président ougandais refait publiquement usage d'une rhétorique condescendante à leur égard : quelques semaines après le début du conflit, il utilise à l'envi l'expression «*those young people*» devant les parlementaires ougandais, et insiste sur l'aide qu'il fournit au FPR durant la guerre civile «*so that they are not defeated militarily*»<sup>18</sup> ; il récidive en juin 2000 devant le même Parlement en invoquant «*those boys*» qu'il assure avoir lui-même personnellement formés<sup>19</sup>. Museveni ne s'est jamais vraiment départi de pareils jugements, mais ceux-ci sont dorénavant relayés publiquement de façon intentionnelle, avec l'objectif de rappeler au régime de Kigali la réalité des choses.

Le sentiment que l'Ouganda cantonne le Rwanda dans le rôle du brave petit frère n'est pas à négliger dans l'analyse des relations du Rwanda avec ses voisins. Cette perception rwandaise, à tort ou à raison, est largement répandue au sein de la classe dirigeante et perdure encore aujourd'hui. Le Rwanda traîne ainsi depuis des années un complexe d'infériorité, qu'il dissimule derrière un ton critique, moralisateur voire arrogant, et par des démonstrations de force d'une incroyable audace. Est-ce aller trop loin que d'imaginer que sans Museveni, Kagame, une fois à Kigali, n'en aurait pas tant fait sur la scène régionale ? A quel point sa politique extérieure est-elle dictée par le souci d'impressionner Museveni et de lui prouver qu'il n'y a plus désormais ni d'aîné ni de cadet ?

### C. LA GUERRE FROIDE RWANDO-UGANDAISE

Les relations entre l'Ouganda et le Rwanda n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années. Les divergences croissantes entre les deux présidents se sont à plusieurs reprises violemment exprimées lors des batailles

<sup>17</sup> Pour plus de détails sur le sujet et une analyse des divergences politiques et stratégiques à l'œuvre aux débuts du contentieux, voir LELOUP, B., "Rwanda-Ouganda: chronique d'une guerre annoncée?", *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.127-145.

<sup>18</sup> MUSEVENI, Y., Discours prononcé devant le Parlement ougandais, Kampala, 16 septembre 1998.

<sup>19</sup> MUSEVENI, Y., Discours prononcé devant le Parlement ougandais, Kampala, 6 juin 2000.

que les alliés d'hier se livrent en territoire congolais. Le différend est brusquement ravivé en mars 2001, le gouvernement rwandais étant officiellement déclaré hostile à l'Ouganda.<sup>20</sup> C'est avant tout en regard de la politique intérieure ougandaise qu'il faut analyser l'inclusion du gouvernement du Rwanda dans une liste noire. Le contexte est celui de l'élection présidentielle du 12 mars qui voit Museveni faire face à un redoutable challenger, Kizza Besigye<sup>21</sup>. Mais on aurait tort de considérer cette tactique comme une question strictement interne. Cet épisode participe également de la stratégie adoptée par Museveni à l'égard du régime de Kagame. Le président ougandais souhaite depuis longtemps précipiter la chute de l'homme fort du Rwanda. Pour ce faire, il lui impose une guerre des nerfs, dont cet épisode fait partie. Par ailleurs, cause ou conséquence de la profession de foi du régime Museveni, une note de ses services de renseignements militaires argue en ce mois de mars 2001 de la survenue d'une «nouvelle menace» le long de la frontière avec le Rwanda.

L'été 2001 voit certes s'engager quelques actions publiques de réconciliation, mais celles-ci, essentiellement destinées à rassurer bailleurs de fonds et autres candides, n'empêchent pas la tension d'atteindre son paroxysme en octobre 2001. Emmenée par Clare Short, secrétaire d'Etat au Développement international, la médiation britannique bat alors son plein et empêche le pire de se produire. L'ambiance «chaleureuse et amicale» décrite dans les communiqués officiels contraste avec la lecture de mémos échangés au plus haut niveau à Kampala. Ces derniers ne laissent planer aucun doute sur la façon dont le régime rwandais est désormais perçu. Dans un document rédigé en juin 2001 par Noble Mayombo<sup>22</sup> et adressé au chef d'état-major de l'armée ougandaise, le Rwanda est explicitement qualifié d'ennemi, susceptible d'utiliser à tout moment l'élément de surprise pour déstabiliser l'Ouganda, y compris par la conduite d'assassinats ciblés de hauts responsables militaires. L'introduction de ce document est sans équivoque : «*a number of threats from Rwanda are apparent and recent indicators are that they are likely to translate into actual offensive action against us anytime which calls for ready countermeasures*». La note précise entre autres que «*whatever the enemy is planning with their internal proxies/collaborators, is a very quick and swift operation banking heavily on the element of surprise*».

<sup>20</sup> Lire à ce sujet la section consacrée au différend rwando-ougandais dans LELOUP, B., "Le Rwanda dans la géopolitique régionale", *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.75-93.

<sup>21</sup> Colonel en retraite de l'armée ougandaise, il fut parmi les premiers compagnons de lutte de Museveni et son médecin personnel.

<sup>22</sup> Responsable des services de renseignements militaires ougandais après en avoir été le directeur adjoint, il est l'un des fidèles de Museveni et une figure influente du régime. Il est promu lieutenant-colonel au lendemain de la bataille de Kisangani dont il est un des acteurs, puis colonel en octobre 2001.

Elle montre en tout cas que, fondée ou non, une menace provenant du Rwanda est clairement ressentie à Kampala. L'hostilité prêtée au gouvernement du Rwanda en mars n'était décidément pas qu'une affaire interne, montée temporairement le temps d'une élection.

Les événements s'accroissent au mois d'août 2001. Des défections répétées au sein des UPDF et la certitude de voir sans cesse la main du Rwanda derrière tout cela exaspèrent profondément Museveni, qui décide de dénoncer ce qu'il considère être des préparatifs de guerre menés par le Rwanda. Le 28 août, le président ougandais écrit à Clare Short pour lui faire part de la détérioration des relations de son pays avec le régime Kagame. Il affirme n'avoir aucun doute que le Rwanda prépare une agression contre l'Ouganda. Il développe ce dernier point en mentionnant la présence au Rwanda d'officiers militaires ougandais en fuite et s'adonnant à des activités subversives, avec l'appui des autorités rwandaises. Enfin, il demande à son interlocutrice de la compréhension face à son intention d'augmenter ses dépenses en matière de défense. Il porte également un jugement très dur sur le régime rwandais, dont il met en avant l'arrogance et la faillite idéologique.<sup>23</sup>

Si les faits qu'il dénonce apparaissent exacts dans leur ensemble, ils masquent néanmoins des préparatifs similaires, côté ougandais, visant à déstabiliser le régime rwandais. En attirant l'attention sur les plans d'agression de son pays, Museveni ne fait que rapporter une crainte fondée. L'éventualité d'une guerre totale a été discutée par l'état-major rwandais au moins depuis le début de l'année 2001. Les opérations seraient menées par des troupes du RCD-Goma, du TPD<sup>24</sup>, des éléments de l'armée rwandaise et des recrues ougandaises, parfois désignées par la locution *People's Redemption Army*<sup>25</sup>. Ce dernier groupe s'installerait dès lors durablement dans cette zone qui lui servirait de base arrière. Une source militaire ougandaise précise qu'après un premier contact positif, il s'agirait là de faire jonction avec l'ADF<sup>26</sup> et de tenter une collaboration avant d'éventuellement envisager la formation d'une alliance entre les deux mouvements rebelles.

<sup>23</sup> Pour de larges extraits de cette lettre, voir LELOUP, B., "Les rébellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional", *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2001-2002*, vol.6, Paris, L'Harmattan, 2002, p.83-85. Ce n'est qu'au début du mois d'octobre que son contenu est rendu public.

<sup>24</sup> Tous pour la paix et le développement, la milice hutue dont la formation est suscitée par le Rwanda quand le RCD-Goma s'apprête à jouer le jeu de la transition à Kinshasa. Basée à Goma, elle permet également au Rwanda d'offrir aux Hutus du Kivu une organisation dont il a le contrôle.

<sup>25</sup> On sait peu de choses sur ce prétendu mouvement de lutte contre le régime ougandais, si ce n'est que l'expression et son sigle PRA sont utilisés à tour de bras par les autorités de Kampala selon lesquelles le colonel Samson Mande aurait été à l'origine de sa création, en mai 2001 au Rwanda.

<sup>26</sup> *Allied Democratic Front*, le mouvement créé par Jamil Mukulu au début des années 1990 à la suite d'une crise au sein du *Uganda Muslim Council*.

Les préparatifs du régime ougandais en vue d'une déstabilisation du Rwanda ne sont pas moins avancés et nombreux. Le régime ougandais est en effet très actif à rechercher et rencontrer ceux, Rwandais ou étrangers, qui aspirent à en finir avec Kagame. Des contacts sont ainsi noués avec des éléments des anciennes Forces armées rwandaises (FAR, dont l'ALIR, Armée pour la libération du Rwanda, puis aujourd'hui les FDLR, Forces démocratiques de libération du Rwanda, sont les héritiers), le groupe de *Banyamulenge* sous le commandement de Patrick Masunzu et Aaron Nyamushebwa, des opposants politiques et militaires rwandais de tous bords, y compris à l'étranger, de même que des gouvernements de la région. Si une coordination entre ces différents groupes fait défaut, des discussions ont lieu. Mais Museveni ne se contente pas de prendre l'initiative de certains de ces contacts, il met en branle un certain nombre d'actions concrètes : recrutement et entraînements militaires fournis à des Congolais et des Rwandais, qu'ils soient dissidents de l'APR ou ex-FAR.<sup>27</sup>

Enfin, il est avéré que Kampala entretient des contacts avec certains officiers militaires tutsis à Kigali. Le général-major Kayumba Nyamwasa, dont le nom est souvent cité comme celui qui pourrait faire tomber Kagame, paraît être une pièce maîtresse de l'échiquier. Ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise (1997-2001), il passe près d'une année «en formation» en Angleterre en 2001/2002, à l'issue de laquelle son retour à Kigali se fait sous la protection de Londres. Rival de Kagame, ce dernier ne peut aujourd'hui se permettre d'éliminer un interlocuteur privilégié de son principal bailleur de fonds. Conscient du danger qu'il représente et faute d'alternative, son entourage est systématiquement mis en difficulté ou affaibli. C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'arrestation, puis la mise à la retraite, en novembre 2003, d'officiers militaires proches de lui. Initialement destiné lui aussi à être démobilisé, son nom fut finalement retiré à la dernière minute par Kagame, de crainte de désordres mais surtout suite à une admonestation britannique. Personnalité incontournable, des émissaires ougandais n'ont pas manqué d'avoir des discussions avec lui lors de son séjour au Royaume-Uni. Ces rencontres se poursuivent ensuite d'autant plus facilement à son retour que les fonctions qu'il occupe à la tête du *National Security Service* le conduisent à chapeauter l'ensemble des services de renseignements rwandais.

Pourtant, malgré ces préparatifs militaires, la tendance paraît s'inverser dans le courant de l'année 2003, à l'initiative du président ougandais. A partir du mois de septembre, en effet, Museveni fait mine de se rapprocher de Kagame. En l'espace de quelques mois, il se rend ainsi à deux reprises dans la

---

<sup>27</sup> Sur les projets de déstabilisation du Rwanda et de l'Ouganda l'un envers l'autre, lire LELOUP, B., "Tentatives croisées de déstabilisation dans l'Afrique des Grands lacs. Le contentieux rwando-ougandais", *Politique africaine*, n°96, Paris, Karthala, décembre 2004, p.124-130.

capitale rwandaise. D'abord le 12 septembre lors de la cérémonie d'investiture de Kagame, et ensuite pour la commémoration du dixième anniversaire du génocide, le 7 avril 2004. Certes, sa première visite est entachée d'une polémique sur le fait qu'il quitte Kigali avant le déjeuner offert par son hôte, et sans le moindre entretien formel avec Kagame, mais l'analyste politique retiendra plutôt la *standing ovation* qu'il suscite dans le stade où se déroule la manifestation.

Sa deuxième visite est, à l'applaudimètre, encore plus fructueuse, à tel point que le président ougandais parvient à voler la vedette au maître des lieux. «*One cannot destroy what God has done. God creates Tutsis, Hutus and Twas. No enemy can destroy them.*» Des tonnerres d'acclamations répondent dans le stade à la harangue de Museveni. Et ce dernier de poursuivre, plus à l'aise et sûr de lui que jamais : «*Uganda did not stand aloof as Rwandans died. It joined the RPA in attacking and saving the country from further bloodshed. We are not part of those who watched, so we are not guilty of that crime.*» Parce qu'il parle en partie en kinyarwanda mais surtout parce qu'il a le sens de la formule imagée, improvisée et n'hésite pas à interpeller les chefs d'Etat africains présents, le président ougandais est incontestablement celui qui a réussi à faire vibrer l'assistance.

Comme en écho à ce nouvel élan, Mayombo annonce brusquement, le 27 octobre 2003, que la *Peoples's Redemption Army* ne bénéficie d'aucun appui rwandais et que les rapports de ses services n'ont pas établi de lien entre la PRA et le Rwanda. Notoirement fautive, l'assertion ne peut que confirmer le changement d'attitude de Museveni à l'égard du Rwanda. Les deux présidents se rencontrent encore à Londres le 29 janvier 2004, dans le cadre de la médiation britannique. Le 6 février, Kabarebe joue le jeu en assistant aux célébrations de l'*Army Day*, marquant le début de la guérilla lancée par Museveni contre le régime Obote en 1981. Le 20 février, le ministre ougandais de l'Intérieur, Ruhakana Rugunda, se rend à Kigali à la tête d'une importante délégation comprenant pas moins d'une douzaine de ministres et secrétaires d'Etat. De l'aveu même de Kagame, «*relations are going very well. The improvement is there. The pace at which things are moving is very encouraging. We have been talking about the good old days. It has been a very good discussion.*» Et comme pour donner foi à ces dires, le président rwandais lui-même atterrit à Kampala en juin 2004 pour assister au neuvième sommet du COMESA (*Common Market for Eastern and Southern Africa*).

Comment expliquer ce qui paraît être un net revirement ? On peut avancer les tensions internes auxquelles les deux régimes sont confrontés, tensions qui pourraient influencer sur les politiques et les stratégies développées par les deux présidents. Le principe en serait le suivant : «toi et moi devons faire face à une contestation grandissante à l'intérieur de nos frontières, cessons ces chamailleries qui ne peuvent que miner notre pouvoir à tous les

deux». Dans ce schéma, on peut comprendre l'empressement de l'Ouganda dans la mesure où la contestation y est à la fois plus visible et prégnante, étant donné la plus grande ouverture du régime. Mais il convient plutôt de remettre en question cette apparente bonne volonté de réconciliation. Il est vraisemblable en effet que, dans le chef de Museveni, ses déplacements au Rwanda ont moins pour but de se rabibochoer avec Kagame que de séduire le Tout Kigali. Ce faisant, il se pose en homme de confiance et ami du Rwanda. Mieux : en insistant sur le fait que seul l'Ouganda était aux côtés des Rwandais pendant les massacres, il se positionne comme un arbitre en dehors de la mêlée et un défenseur des intérêts du peuple. Ne sont-ce pas les recommandations de ce sage qu'il faudra suivre le moment venu ?

Cette soudaine et apparente harmonie est d'autant plus suspecte que la proximité ougandaise avec le général-major Kayumba Nyamwasa semble se préciser. Selon certaines sources, il lui aurait été signifié que si Kagame venait à être renversé<sup>28</sup>, Museveni reconnaîtrait aussitôt le fait accompli. Mieux : en cas de besoin, l'Ouganda serait prêt à fournir des hommes, Rwandais de surcroît, afin de faire diversion ou d'apporter un appui ponctuel. Ces tractations silencieuses motivent sans aucun doute l'ostensible rapprochement qu'initie Museveni envers Kagame, dans une situation où le chef de l'Etat ougandais et son clan ne doivent pas être soupçonnés d'être partie prenante à ces manœuvres séditieuses, et encore moins d'en être à la source. Kayumba est une figure de poids au sein de l'armée rwandaise, et une sérieuse épine dans le pied de Kagame.<sup>29</sup> En février 2005, il défie ouvertement Kagame en refusant de rejoindre le poste d'ambassadeur en Inde pour lequel il avait été affecté plusieurs mois auparavant.

Fin novembre 2004, l'expulsion réciproque de diplomates entre Kampala et Kigali témoigne de la persistance de mauvaises relations entre les deux capitales. L'arrestation d'une dizaine de membres présumés de la PRA dans le nord de l'Ouganda, et les déclarations de ceux-ci affirmant avoir été entraînés au Rwanda, échauffent les esprits. Début décembre, plusieurs sources font état d'échanges de tirs à Bunagana entre une unité de l'armée ougandaise et des troupes rwandaises transitant vers le Kivu.

<sup>28</sup> Il faut quand même se garder d'exagérer l'importance d'une telle éventualité et préciser que ce fait d'armes, pour plausible qu'il soit, n'est pas pour demain.

<sup>29</sup> L'autre pilier fragile avec lequel le régime Kagame doit encore compter est l'éventualité d'une inculpation par la justice internationale de hauts responsables de l'armée. Kayumba se sait menacé par une enquête le concernant au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), et Kagame est depuis longtemps tenté de faire d'une pierre deux coups: se débarrasser d'un adversaire encombrant et montrer au monde son exemplaire collaboration avec le TPIR, en allant jusqu'à sacrifier ses propres brebis sur l'autel de la Justice. Mais, selon nous, il ne saurait en être question: il est en effet à peu près certain que le régime Kagame ne survivrait pas si celui-ci venait à livrer en pâture un de ses officiers, fut-il frondeur.

## D. LE PILLAGE ET L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU CONGO

Le Rwanda a toujours avancé des arguments sécuritaires pour justifier sa présence au Congo, qui se prolonge de façon permanente depuis 1996, même si le dernier trimestre de 2002 et l'année 2003 y inaugurent une réduction sensible du nombre de ses soldats. Lors de la première guerre, c'est la menace – réelle – d'une attaque venant des camps de réfugiés du Kivu qui est mise en avant. Dans les mois qui précèdent le début de la deuxième guerre, en août 1998, le Rwanda est également confronté à une déstabilisation croissante. La rébellion hutue est en partie basée dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, d'où elle lance des attaques au Rwanda.

C'est principalement l'«ingratitude» de Laurent-Désiré Kabila envers ses parrains – c'est-à-dire ses tentatives répétées de se défaire du carcan qu'ils lui ont imposé – qui prépare le terrain de la deuxième guerre. Le Rwanda estime notamment que le président congolais n'a pas les moyens ni même la volonté de répondre à ses préoccupations sécuritaires. Il convient toutefois de relativiser l'importance de cette donnée comme facteur explicatif de la poursuite de la nouvelle guerre. En effet, l'armée rwandaise n'a, depuis 1996, jamais cessé d'être active dans l'est du Congo. Le Rwanda n'avait dès lors pas vraiment besoin d'un autre conflit pour protéger sa frontière. Si le pays est effectivement confronté à un défi militaire majeur, ce ne sont pas ces considérations qui guident au premier chef son action.

Le rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo suggère que les questions de sécurité ne sont qu'un prétexte de bon aloi dont les autorités de Kigali peuvent se flatter d'avoir persuadé le monde de leur bien-fondé.<sup>30</sup>

Le système d'exploitation est mis en place dès la première guerre ; les agresseurs se rendent vite compte du potentiel du pays, ce qui explique que lors du second conflit, ils connaissent parfaitement la localisation des ressources naturelles et les bénéfices susceptibles d'être tirés de leur appropriation. Deux périodes peuvent être distinguées : dans un premier temps, entre septembre 1998 et août 1999, le pillage systématique de tous les stocks de minéraux, bois d'œuvre, produits agricoles ainsi que les fonds et le cheptel qui se trouvent dans les territoires conquis ; dans un deuxième temps, une fois ces stocks épuisés, les forces d'occupation et leurs alliés sont passés à une phase d'exploitation active des richesses de ce pays doté de ressources minérales et forestières remarquables. Face à cette «ruée vers l'or», ce qui

<sup>30</sup> NATIONS UNIES, CONSEIL DE SECURITE, *Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo*, document S/2002/1146, New York, 16 octobre 2002, p.15.

devait arriver arriva. Les militaires des armées ougandaise et rwandaise finirent par marcher sur leurs platebandes respectives et à s'opposer par les armes comme l'illustrent les batailles qu'ils se livrèrent à Kisangani : c'est à une guerre pour le contrôle du marché du diamant à laquelle on assiste.

La mort soudaine de Laurent-Désiré Kabila, le 16 janvier 2001, se greffe au spectaculaire retournement d'alliance entre l'Ouganda et le Rwanda pour expliquer les réaménagements de l'ordre politique régional. La disparition de Kabila freine toute nouvelle volonté de conquête dans la mesure où la communauté internationale ne la comprendrait ni ne la tolérerait. Tout se passe un peu comme si l'unanimité contre Kabila était telle qu'elle autorisait un soutien plus ou moins important à ceux qui le combattaient. Une fois la disparition de celui-ci et son remplacement par son fils Joseph, jeune homme vierge de tout *a priori* négatif, le soutien au Rwanda devient moins évident. Très vite, l'augmentation du crédit de l'un se fait au détriment de celui de l'autre. Museveni a dès lors toutes les raisons de saisir la balle au bond et de chercher à entretenir une relation de bon voisinage avec le nouveau président, comme le régime ougandais en rêvait déjà sous Laurent-Désiré Kabila depuis la détérioration de ses rapports avec le Rwanda. La dynamique régionale devient donc celle d'un déplacement progressif de l'axe de conflit Est-Ouest, dont le champ de bataille se trouve être la République démocratique du Congo, vers un foyer de tension Nord-Sud, centré sur la frontière rwando-ougandaise et le Kivu.

A l'ouverture des négociations politiques congolaises, le 25 février 2002, à Sun City, en Afrique du Sud, le Rwanda n'y a d'autre but que d'obtenir une officialisation de son occupation de l'est du Congo, soit, dans le meilleur des cas, à travers l'intégration du RCD-Goma dans l'appareil d'Etat de transition, soit, en l'absence de compromis incluant ce dernier, en veillant à ce que le pouvoir à Kinshasa soit suffisamment faible pour ne pas menacer ce dessein. Sa stratégie passe donc dans tous les cas par un affaiblissement de Joseph Kabila.

L'épisode Sun City est également l'expression directe du changement d'alliances régionales évoqué *supra* : il confirme l'isolement du Rwanda et de ses alliés du RCD-Goma qui en sont écartés. Poursuivant sa stratégie, le Rwanda tente d'abord de nier l'existence d'un accord qui n'inclut pas de manière satisfaisante son pupille. Dans le même temps, il s'efforce de convaincre un maximum de leaders de ne pas le signer. Kigali parvient ainsi à attirer Etienne Tshisekedi dans son giron. Le coup est bien joué de la part du Rwanda, d'autant que le chef de file de l'UDPS dispose d'une certaine popularité.

Kigali se démène comme il peut pour sortir de l'isolement généré par le dialogue sud-africain, dont la lecture des événements ne doit pas seulement se faire sur un plan strictement congolais, mais aussi à l'aune de la rivalité

rwando-ougandaise. Au même titre que Sun City évince le Rwanda et ses alliés, Kigali cherche lui aussi à écarter l'Ouganda en tentant de conclure un accord séparé avec Kabila. La rencontre à Durban, en juillet 2002, des présidents Joseph Kabila et Paul Kagame débouche sur la mise en place d'un comité d'experts des deux pays. Ce comité prépare un mémorandum d'accord que les deux présidents signent le 30 juillet 2002 à Pretoria : Congolais et Rwandais s'entendent ainsi sur un retrait de ces derniers dans les 90 jours, à charge pour le Congo de traquer et désarmer les rebelles rwandais sur le territoire dont il a le contrôle.

Afin de ne pas être en reste, Museveni réagit en ordonnant quelques jours plus tard un retrait immédiat et total des troupes ougandaises présentes en République démocratique du Congo. Et de fait, les unités positionnées à Buta, Gbadolite, Beni et Butembo se retirent rapidement, damant ainsi le pion à son voisin méridional, qui tarde à mettre en œuvre «son» accord de paix. Seul l'Ituri ne bénéficie pas du mouvement. La vitesse avec laquelle l'Ouganda réagit prend le Rwanda de court. L'humiliation guette lorsque les Etats-Unis imposent au Rwanda d'en faire autant sans autre délai. Mi-septembre, soit un mois et demi après la signature de l'accord de Pretoria<sup>31</sup>, le Rwanda commence l'évacuation de troupes du Congo.

Mais le retrait imposé à Kagame et auquel le régime de Kigali n'a d'autre choix que de se résigner n'est que très superficiel. Le rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo juge à cet égard que «*[l]e Rwanda a intentionnellement détourné l'attention du fait que des soldats restaient en République démocratique du Congo en accordant une importance particulière au départ de ceux qui quittaient le pays. Des cérémonies ont été organisées aux points de passage des soldats qui rentraient chez eux. En réalité, le nombre de soldats qui ont quitté la République démocratique du Congo ne représente jusqu'à présent qu'une infime partie de l'ensemble des troupes de l'Armée patriotique rwandaise stationnées dans l'est de la République démocratique du Congo*»<sup>32</sup>.

### E. LE KIVU PERPETUELLEMENT DESTABILISE

Au Nord-Kivu, le contentieux rwando-ougandais a pour conséquence le tracé d'une ligne de démarcation scindant *de facto* la province en deux : le sud<sup>33</sup> émerge spécifiquement au Rwanda, tandis que l'Ouganda s'arroge une tutelle exclusive sur les territoires de Beni et Lubero, situés au nord. Le

<sup>31</sup> Mais quelques heures après s'être entretenu avec George Bush...

<sup>32</sup> NATIONS UNIES, CONSEIL DE SECURITE, *Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles...*, op. cit., p.6.

<sup>33</sup> Les territoires de Rutshuru, Masisi, Walikale et Goma.

régime de Kigali n'a, depuis, jamais cessé de convoiter cet espace frontalier de sa zone d'influence au Congo. La raison essentielle en est la mainmise sur les sites miniers et d'exploitation du bois. La douane de Kasindi, génératrice d'énormes revenus, est également l'objet de tous les désirs. Le poste frontière est en effet le deuxième du pays en importance après le port de Matadi, dans le Bas-Congo.

Des explications plus politiques et conjoncturelles s'y ajoutent. D'une part, l'ambition rwandaise s'inscrit dans les manœuvres d'encercllement, d'isolement, et de provocation de l'Ouganda. Une intimidation permanente vise ainsi à casser l'apparent rapprochement entre Kampala et Kinshasa, en suggérant à Joseph Kabila que Museveni n'a peut-être pas la puissance protectrice que le président congolais lui prête. D'autre part, réuni avec Kinshasa depuis l'accord de Sun City, le pays *nande* devient susceptible de menacer la pérennité de l'ascendant du Rwanda sur l'Est congolais. Dès lors, la conquête des localités aéroportuaires aurait l'avantage de prévenir l'ouverture possible d'un nouveau front à l'initiative de Kabila. De ce point de vue, outre la ville de Beni, Butembo et son aéroport international en construction paraît stratégique. Cette possible ambition du Rwanda se trouve confortée depuis que son influence s'étend à l'Ituri ; en contrôlant Beni, Butembo et Lubero, Kigali pourrait ainsi revendiquer son emprise sur nombre de villes congolaises le long d'une bande d'un seul tenant, s'étendant du nord au sud, de Bunia à Uvira.

Deux éléments contrecarrent cependant l'appétit de Kigali pour ces zones septentrionales, dernier obstacle à un contrôle rwandais sur la totalité de la province du Nord-Kivu : la présence de la MONUC et la réaction prévisible de l'Ouganda, sans compter que l'un comme l'autre ne manqueraient pas d'ameuter la communauté internationale. Malgré ces obstacles, le Rwanda pense qu'il a les ressources humaines et la capacité tactique et logistique de s'imposer rapidement.

Dès le mois de mai 2002, des mouvements de troupes sont signalés aux abords du lac Edouard, notamment à Nyamirima. Plus éloigné de la frontière ougandaise, le village de Bunyatenge, situé à l'extrême sud-ouest du territoire de Lubero, est occupé le 8 juin 2002. Outre le fait d'agacer l'Ouganda dans une zone supposé relever de son influence, il s'agit en même temps d'exercer une pression limitée sur Kinshasa, au moment où la réunification de Beni et Lubero avec la capitale est annoncée avec fracas. Kigali se garde cependant d'une avancée plus importante pour ne pas se fermer toutes les portes.

Le 29 mars 2003, Kigali franchit une fois de plus le Rubicon. Le territoire convoité est attaqué sur sa frontière sud-ouest, lors d'une opération destinée autant à tester la communauté internationale qu'à exercer une pression modérée sur Kinshasa, afin que le poste de chef d'état-major de la force terrestre soit attribué à Sylvain Buki, proche du Rwanda. L'enjeu est de

taille, et justifie certainement en grande partie l'action militaire en cours. Quelques localités périphériques tombent très vite aux mains des forces rwandaises et de leurs alliés congolais. Par ailleurs, l'intervention ouvre un front supplémentaire, et a donc l'avantage de faire diversion et de déstabiliser l'adversaire à un moment où l'attention est concentrée sur l'Ituri.

Le 8 juin, les combats reprennent de plus belle. Le RCD-Goma annonce dans un communiqué officiel la prise d'Alimbogo, sur la route entre Goma et Lubero. Deux jours plus tard, Kanyabayonga<sup>34</sup> est investi. Lubero tombe le 19 juin, instaurant un contrôle de fait sur la majeure partie du Nord-Kivu. Le moment choisi et l'ampleur que l'attaque prend soudainement ne sont pas le fait du hasard. L'opération est sans doute une réplique à l'impressionnant défilé militaire du 17 mai, à Kinshasa. En outre, elle intervient après l'arrivée de soldats gouvernementaux à Beni ; manifestation confortée par l'intervention internationale en Ituri, Kinshasa entend profiter de l'occasion pour reprendre pied dans l'est du pays. Mais à l'approche de Butembo, d'énormes pressions américaines obligent le Rwanda à modérer ses prétentions.

Fin novembre 2004, quelques jours après la signature à Dar es-Salaam, le 20 de ce mois, d'une déclaration pour «*la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans les Grands lacs*», de nouvelles incursions rwandaises sèment le trouble. La MONUC fait état le 2 décembre d'«*un faisceau d'indices concordants tendant à prouver la présence de troupes rwandaises en République démocratique du Congo*». Le porte-parole de la mission des Nations unies à Kinshasa détaille : «*[n]os patrouilles de reconnaissance hélicoptérées ont pu prendre des photos de bivouacs abandonnés et de soldats bien équipés se déplaçant avec de nouveaux uniformes et du nouveau matériel*», ajoutant que «*ni les Mai-Mai, ni les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), ni l'armée congolaise n'ont ces équipements*», à savoir des moyens de communication sophistiqués «*dont seule l'armée rwandaise peut disposer*». <sup>35</sup> La veille, le chef de la MONUC à Goma, M'Hand Djalouzi, avait mentionné la présence d'un groupe d'une centaine de soldats soupçonnés d'être des Rwandais dans le territoire de Rutshuru. Avant Noël, les assaillants se rendent maîtres de plusieurs villages sur la route menant à Lubero, malgré l'envoi en riposte de plusieurs milliers d'hommes en provenance de la capitale congolaise. Début janvier 2005, un repli est amorcé jusque Kanyabayonga, qui reste cependant entre les mains des insurgés. Cette intervention de Kigali, décidée dans la continuité des attaques précédemment évoquées, s'explique surtout par le rappel à Kinshasa du général de brigade Obed Rwibasira, commandant de la huitième région militaire et allié du

<sup>34</sup> Agglomération située à la frontière entre la zone tenue par le Rwanda et celle d'influence ougandaise à laquelle elle est rattachée.

<sup>35</sup> Cité par *La Libre Belgique*, Bruxelles, 3 décembre 2004.

Rwanda, nourrissant la crainte de voir Goma un jour reprise en main par des forces relevant de Kinshasa.

L'instabilité persiste dans d'autres zones où une perte d'influence rwandaise est redoutée et à laquelle il est vital de parer. C'est particulièrement le cas à Bukavu à la fin du printemps 2004. Les affrontements y débutent le 26 mai entre les soldats fidèles au colonel Jules Mutebutsi<sup>36</sup> et ceux des forces gouvernementales de la dixième région militaire, sous le commandement du général Mbuza Mabe. Une semaine plus tard, le général de brigade Laurent Nkunda<sup>37</sup> déplace un millier de ses soldats de Goma vers le Sud-Kivu pour aider Mutebutsi à prendre le contrôle du chef-lieu de la province. Tous se rendent coupables de graves atteintes aux droits humains.<sup>38</sup> Après leur échec, certains mutins se réfugient au Rwanda tandis que d'autres se retirent vers le Nord-Kivu.

Globalement, et pour conclure sur cette violence perpétuellement entretenue, le président Kagame a pour objectif d'éviter à tout prix que la transition congolaise ne réussisse car ce succès se retournerait inévitablement contre son régime qui ne pourrait plus impunément se servir au Congo comme il l'a fait jusqu'à présent. En outre, il n'est pas exclu qu'un Congo uni, structuré politiquement et militairement, ne s'en prenne un jour ou l'autre à celui par qui le scandale est arrivé. Dans ce contexte, il est primordial pour le Rwanda de continuer à fragiliser Joseph Kabila, d'insinuer son incapacité à gérer ladite transition et d'apporter de l'eau au moulin des pessimistes qui pensent que celle-ci ne peut aboutir. Finalement, ces agressions ne sont que le reflet du danger que représente la bonne marche de la transition pour celui qui se retrouve tous les jours un peu plus face au funeste constat de son exigüité. Il devient dès lors logique que des progrès dans le processus politique en cours à Kinshasa stimulent les idées de déstabilisation de la part de son principal adversaire. De la même façon, toute initiative subversive de commandants locaux réfractaires ne peut que recevoir un accueil bienveillant à Kigali. Quant aux membres du RCD-Goma qui s'inscrivent dans la transition, *Human Rights Watch* suggère qu'ils pourraient eux aussi encourager ou tolérer ces actes, «*cherchant peut-être à se réserver des*

---

<sup>36</sup> Militaire *munyamulenge* du RCD-Goma, il est intégré dans l'armée nationale avant d'en être suspendu en février 2004.

<sup>37</sup> Militaire congolais tutsi formé au Rwanda et servant dans les rangs du RCD-Goma, il était l'un des officiers en charge du commandement des soldats qui ont aveuglément tué des civils et commis de nombreux viols et pillages à Kisangani en mai 2002. Malgré ces crimes, il est proposé par son mouvement pour un poste de direction au sein de l'armée unifiée, avant de lui-même renoncer à se placer sous l'autorité de Kinshasa.

<sup>38</sup> Pour plus de détails, lire HUMAN RIGHTS WATCH, *Crimes de guerre à Bukavu*, New York, 12 juin 2004.

*solutions alternatives si le processus de paix n'apportait pas les résultats escomptés*».<sup>39</sup>

Enfin, si les dernières incursions rwandaises ont pour objectif de provoquer l'Ouganda, de perturber la transition et de regagner de l'influence au Congo (ou d'éviter de trop en perdre), il faut aussi y ajouter une raison de pure politique interne : brandir la menace d'un ennemi au Congo permet en effet à Kagame de resserrer les liens entre les Tutsis, singulièrement le «clan ougandais», à un moment où la tension se polarise fortement autour de Kayumba Nyamwasa.

## F. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'analyse qui précède montre que les régimes rwandais et ougandais sont bel et bien en pleine guerre froide. Chacun fourbit ses armes et tente de s'assurer un maximum d'alliés au cas où une étincelle viendrait mettre le feu aux poudres. En mars 2001, Kampala déclare officiellement le gouvernement du Rwanda hostile à l'Ouganda et franchit ainsi une étape supplémentaire dans une guerre des nerfs désormais ouvertement engagée. La lettre de Museveni à Clare Short, en août de la même année, confirme l'aversion du président ougandais pour celui qui soutient et tente de fédérer ses opposants, mais son régime n'est pas moins avancé dans ses projets de déstabilisation du Rwanda. L'un et l'autre cherchent à réunir leurs opposants respectifs et s'échinent à trouver l'homme providentiel qui puisse remplacer le rival honni. Maintes fois annoncé, l'ultime affrontement entre le Rwanda et l'Ouganda n'a cependant pas eu lieu. Clare Short, parfois considérée comme le dernier rempart d'une collision frontale entre Kagame et Museveni, s'en est allée en mai 2003 sans que les deux présidents n'en viennent aux mains. Un ostensible rapprochement entre les deux ennemis finit même par voir le jour. Mais si Museveni recherche à un moment l'apaisement, et si Kagame feint de lui emboîter le pas, cette démarche est factice et n'écarte pas tout risque de déstabilisation. Autant le spectre d'une guerre directe entre le Rwanda et l'Ouganda s'est-il éloigné au fil des années, autant celui d'un coup d'Etat discrètement appuyé par le voisin a-t-il pris une importance croissante. Fin 2004, la spectaculaire remontée de la tension nous rappelle la précarité de leurs relations.

L'étude de ces relations entre voisins a également mis en lumière que la naissance du conflit rwando-ougandais est bien antérieure à la première bataille de Kisangani d'août 1999. Les éléments fondateurs de la brouille sont présents dès les premières années de vie du FPR en Ouganda : le mouvement rebelle, dont est issu le nouveau régime institué en juillet 1994 à Kigali, a été traité de façon condescendante par Museveni et rabaissé à une position

<sup>39</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, *op. cit.*, p.1.

subalterne. C'est fondamentalement ce statut d'infériorité, infligé dès ce moment-là par le président ougandais, qui est au cœur de la tension grandissante entre les deux régimes. La leçon à tirer de cette origine plus lointaine qu'il n'y paraît est double. D'une part, l'antagonisme est psychologique avant d'être politique ou économique. D'autre part, les guerres successives au Congo, si elles ont incontestablement contribué à exacerber la rivalité, ne l'ont de toute évidence pas créée mais en sont plutôt des conséquences. Cette dernière observation n'est pas que de pure forme: le différend rwando-ougandais ne sera pas résolu par le seul règlement de la situation politique congolaise, pas plus que la crise au Congo ne sera résolue sans qu'il soit mis fin à ce contentieux.

La place accordée aux rapports entre le Rwanda et l'Ouganda dans cette contribution n'est pas excessive dès lors qu'on considère que leur querelle a imprimé de sa marque le cours des événements en République démocratique du Congo. Ce géant aux pieds d'argile offre à Kagame le terrain idéal pour faire montre de sa puissance et ainsi tenter de corriger le déséquilibre de rang auquel il est en proie. Fort de sa victoire militaire acquise de haute lutte en 1994, le Rwanda devient une puissance régionale émergente et cherche à faire valider ce principe. La quête de prestige le mène à la guerre, lui dont la force, acquise récemment, n'est pas encore reconnue dans l'ordre politique régional. Mais le déficit de prestige est autant interne qu'externe, à tel point qu'on peut aussi parler de guerre de diversion. Depuis que la tension se polarise fortement autour de Kayumba Nyamwasa et des dissensions croissantes au sein du «clan ougandais» à Kigali, insister sur une menace au Congo et fomenter des troubles au Kivu peut susciter l'union de la nation autour de son chef.

L'avenir, dans cette partie de l'est du Congo, n'incite pas à l'optimisme. Kagame – et nombre de Congolais rwandophones lui emboîtent le pas – n'est certainement pas disposé à renoncer à sa domination sur la partie méridionale du Nord-Kivu, dernier bastion incontestable d'une influence rwandaise s'érodant inexorablement au Congo. Quatre raisons au moins rendent impossible une telle concession: primo, la zone est stratégique dans sa lutte contre Museveni ; secundo, Goma et son aéroport international constituent une porte ouverte sur le Rwanda et une base idéale pour lancer une attaque en direction de Kigali ; tertio, une reprise en main de la région s'accompagnerait de la remise en question de l'hégémonie rwandaise dans le lucratif secteur des banques, de la téléphonie mobile et, bien sûr, de l'exploitation minière ; quarto, les rwandophones y sont nombreux sinon majoritaires en certains endroits. L'importance des enjeux justifie donc le recours régulier à la force militaire dans cette province et augure mal d'un apaisement prochain dans la zone.

Anvers, mai 2005